

# Interview de M. François Hollande, Président de la République, sur le réchauffement climatique et la montée des eaux, à Saint Pierre le 23 décembre 2014.

JOURNALISTE : Vous évoquez la montée des eaux.

LE PRESIDENT : On va en donner une illustration, je crois que c'est important. On aurait pu aller voir l'isthme avec le maire et évoquer le risque que l'on ait un fractionnement de Miquelon-Langlade en trois îles. L'isthme est un bout de lagune, de terre qui peut être dans quarante, cinquante ans submergé. C'est effectivement une problématique que toutes les îles rencontrent que ce soient les îles d'Amérique du Nord où celles du Pacifique.

Comme la France a un domaine maritime, le deuxième du monde, elle est directement concernée. Même la France hexagonale, dont on pourrait penser qu'elle est davantage protégée, peut être concernée par l'élévation du niveau de la mer. Ai-je besoin de rappeler un certain nombre de catastrophes qui se sont produites ? C'est vrai que pour les élus, ce n'est pas facile à comprendre et à entendre, parce que ça suppose des aménagements qu'ils n'ont pas les moyens d'assurer. Ça suppose aussi une contrainte au niveau des permis de construire, même si ici ce n'est pas la problématique principale.

JOURNALISTE : Vous l'avez constaté au niveau de la Nouvelle-Calédonie ?

LE PRESIDENT : Oui, je l'avais constaté en Nouvelle-Calédonie, notamment avec le témoignage que beaucoup de petits Etats, qu'on appelle les Etas Iliens, avaient délivré. Ces témoignages étaient de voir disparaître un certain nombre de leurs territoires. Je l'avais constaté aussi quand je m'étais rendu aux Comores pour la Communauté de l'Océan Indien où les Seychelles par exemple, avaient révélé qu'une partie de leur territoire puisque leur territoire est constitué de beaucoup d'îles pouvait également disparaître. Cela avait des conséquences y compris sur des espèces protégées, des animaux qui ne pouvaient plus se réfugier sur ces îles qui, demain, ne seront plus des îles, mais qui seront recouvertes par la mer. C'est un sujet qui mérite d'être illustré parce qu'on parle beaucoup du réchauffement climatique. Cela apparaît comme une évocation essentiellement abstraite pour beaucoup de nos compatriotes et il est très important de montrer que la France, qui va organiser le sommet pour le Climat, est directement concernée. Nous ne le faisons pas simplement pour les autres, ce qui est déjà notre mission, mais aussi pour nous.

JOURNALISTE : On pourra vraiment empêcher l'élévation ?

LE PRESIDENT : Oui, on prévoit une élévation de 30 centimètres dans les années qui viennent. On doit se limiter à ça, parce qu'ici on est entre 1 et 3 mètres d'altitude. On est encore, heureusement, loin du compte, mais pour d'autres territoires une élévation de 30 centimètres c'est considérable !